

Varia Militaris

Pluralité et diversité de la sociologie et des sciences sociales du militaire

Introduction : Les sciences sociales du militaire ou la nécessité du dialogue interdisciplinaire

Saïd Haddad¹, CREC Saint-Cyr

Les contributions réunies au sein de ce numéro 11 de *Dynamiques Internationales* témoignent de la diversité et de la pluralité des approches et des questionnements autour de la « chose militaire ». En dépit de ce qui peut sembler une surreprésentation dans ce numéro de sociologues du militaire, il s'agit bien d'aborder « la chose militaire » à partir des sciences sociales. C'est-à-dire outre la sociologie, la science politique, l'anthropologie, l'histoire et également les sciences de gestion, « sciences les plus jeunes des sciences sociales, tout au moins dans leur histoire universitaire » (David, Hatchuel, Lauger, 2012 :13) sont ici mobilisées.

La structuration d'un champ des sciences sociales du militaire ne peut s'entendre sans mettre en perspective le double mouvement de convergence qui s'est fait jour entre la pensée stratégique et les études de sécurité d'une part et les sciences sociales d'autre part (Paya y Pastor et Djebbi, 2012) et de structuration au sein de ces dernières de la sociologie militaire (*ibid*).

Sociologie du militaire et sociologie *tout court*

Si la « chose militaire » participe de l'émergence de la discipline sociologique et que la sociologie militaire commence avec la sociologie *tout court* (Caforio, 2006 :8), il faudra attendre véritablement les lendemains de la Seconde guerre mondiale pour qu'une sociologie du militaire prenne son envol et ce à partir des Etats-Unis. En d'autres termes, ainsi que le rappellent les auteurs dans le texte introductif du numéro de la revue *Les Champs de Mars* consacré à la pratique des sciences sociales en milieu militaire (Paya y Pastor, Lafaye et Thura, 2015 : 9), « l'expérience de la guerre participe de la constitution de [cette] discipline ». En effet, ainsi que le souligne Mathias Thura

¹ Maître de conférences aux Ecoles de Saint-Cyr Coëtquidan, chercheur au CIAPHS de l'Université Rennes 2 et chercheur associé à l'IREMAM. Il vient de diriger et de publier *Les armées dans les révolutions arabes : Positions et rôles. Perspectives théoriques et études de cas*, Presses Universitaires de Rennes, 2016.

dans ce numéro, la guerre contribue aux sciences sociales, notamment celles qu'il qualifie de durkheimiennes. Et avant Emile Durkheim, Auguste Comte, Alexis de Tocqueville dans un premier temps puis ses contemporains, Herbert Spencer et Max Weber pour ne citer que quelques uns de ces précurseurs (*forerunners*, Caforio, *ibid*) abordent les questions militaires, avec des perspectives différentes certes, dans leurs publications et productions. A ce stade de l'introduction, il faut néanmoins remarquer que l'héritage de Durkheim en ce domaine sera victime d'une double relégation, au sein de la sociologie française : un oubli de la place des armées dans les travaux de Durkheim et un rejet des thèses durkheimiennes par une autre figure titulaire, Raymond Aron, qui ne va pas être sans incidence sur la manière de penser les armées, le militaire et sa place dans la société (Thura, *infra*). Par ailleurs, les apports de Durkheim en ce domaine semblent ignorés par les sociologues d'expression anglaise. Ainsi, pour ne prendre qu'un seul exemple, dans le *Handbook of the Sociology of the Military* précédemment cité, les auteurs (pourtant majoritairement européens) ne font aucun cas des apports de ce dernier dans leur contribution.

Aux lendemains du conflit 1939-1945, plusieurs auteurs et ouvrages vont participer de la structuration de la sociologie militaire aux Etats-Unis : les quatre volumes dirigés par Samuel Stouffer et al. de *The American Soldier* (1949), *The Soldier and the State* de Samuel Huntington (1957), *The Professional Soldier* de Morris Janowitz 1960, *the American Enlisted Man* de Charles Moskos (1970) pour n'en citer que quelques-uns vont à la fois produire des recherches empiriques de premier plan sur l'objet militaire et également fournir « la première systématisation de la sociologie spécialisée (*special*) qui l'étudie » (Caforio, *op.cit.* : 15)

Le développement de ce que l'on peut appeler l'école américaine va se traduire sur le plan institutionnel avec la création en 1960 de l'Inter-University Seminar (IUS) on Armed Forces and Society par Morris Janowitz en 1960. Cette association qui est un forum mondial d'échanges entre les universitaires et les chercheurs de la chose militaire constitue « un collège invisible » pour près de 600 membres dans 35 pays¹. Marqué par l'interdisciplinarité et par la conviction que la recherche sur les institutions militaires doit dépasser les lignes ou clivages universitaires, organisationnels, disciplinaires, théoriques et nationaux, l'IUS –basée à Chicago– dispose d'une revue de premier plan, *Armed Forces and Society* qui contribue largement à la recherche américaine en sciences sociales du militaire et au-delà.

A la même période (1964) est créé par Morris Janowitz, le Comité de Recherche 01 (Research Committe 01) de l'Association Internationale de Sociologie intitulé *Armed Forces and Society*. Cette initiative conjointe à l'IUS et au Comité de Recherche *Sociologie politique* va connaître plusieurs

¹ <http://www.iusafs.org/history/history.asp>

développements dont l'un des moindres n'est pas le changement de nom en 1980. En effet, le RC01 devient *Armed Forces and Conflict Resolution*. Ce changement d'appellation traduit certainement une volonté de se démarquer de l'IUS ou tout au moins d'éviter une confusion mais il traduit également un élargissement des thématiques abordées par le réseau de chercheurs. Originellement centré sur une sociologie comparative des institutions militaires, le Comité de recherche s'ouvre vers les thèmes de la non-violence, du maintien de la paix et de la résolution des conflits². Comme le fait remarquer Joseph Soeters dans l'interview qu'il nous a accordée, trois grands axes principaux de recherche vont se développer depuis dans le domaine des sciences sociales du militaire. Le premier concerne les relations civilo-militaires, le deuxième concerne la gestion des ressources humaines dans les organisations militaires et le troisième l'étude des relations entre les armées et leur environnement humain lors des opérations extérieures. Le développement de ce troisième axe ainsi que celui de la résolution des conflits reflètent les évolutions du contexte international depuis la fin de la guerre froide et la chute de l'URSS et l'augmentation des interventions armées, notamment celles faites au nom de l'humanité (Jeangène Vilmer, 2012). Ces recherches se caractérisent par un dialogue fécond entre la sociologie militaire d'une part et la psychologie des organisations, l'anthropologie culturelle et politique, l'économie, etc. d'autre part.

Cet imperium étatsunien dans le domaine des sciences sociales du militaire – si fécond soit-il – va amener un certain nombre de chercheurs européens à créer un réseau continental plus à même à répondre aux interrogations propres à l'Europe. Cette initiative, portée par 22 chercheurs européens, allait aboutir à la création de l'European Research Group on Military and Society lors d'une rencontre au Lavandou, en 1986. Les initiateurs mettent en avant leur mécontentement grandissant (*growing discontent*) face au fonctionnement des organisations internationales dans leur domaine. Deux griefs sont mis en avant. Le premier est relatif à l'éloignement entre les Etats-Unis et l'Europe et ses conséquences financières ne permettant pas une coopération internationale régulière. Le second, qui nous semble plus profond et structurel, est la forte domination des Etats-Unis qui relègue à « l'arrière-plan » les situations et problématiques européennes. Par conséquent, les initiateurs de ce projet décident de dédier cette nouvelle organisation aux questions purement européennes (*« should be confined geographically to the countries of*

² Voir à ce propos l'historique du RC01 publié dans le Bulletin n°32 de l'ISA en 1983 : <http://www.isa-sociology.org/rcs/rc01-history.html>

Europe »)³ et à mener leurs réflexions à travers des groupes de travail. De quatre groupes de travail en 1986, ERGOMAS en comprend aujourd'hui treize⁴.

Cette volonté d'européaniser la recherche ne signifie cependant pas l'absence de liens entre l'IUS et ERGOMAS. Profondément européenne, l'association est également un forum transatlantique d'échanges et de circulations d'idées, un certain nombre de chercheurs étatsuniens participant aux congrès biennaux, comme nous avons pu le constater lors de nos différentes participations à ces derniers. Par ailleurs, il est à noter qu'ERGOMAS s'ouvre de plus en plus à des aires géographiques telles que l'Asie du Sud Est, le monde arabe et dans une moindre mesure l'Afrique subsaharienne.

Les sciences sociales du militaire en France, entre commandes, autonomie et interdisciplinarité

Cette interconnexion disciplinaire que l'on retrouve au niveau international et européen se reflète également, dans une moindre mesure et de façon plus tardive en France. Sans revenir sur les conditions de production (institutionnelles notamment) des savoirs sociologiques sur les militaires et les armées qui font ici l'objet de la contribution de Mathias Thura, notons le triple processus que constitue à la fois l'impulsion donnée à la recherche en sciences sociales du militaire par l'institution militaire elle-même⁵, l'importation de la sociologie militaire étatsunienne par l'intermédiaire notamment du sociologue Bernard Boëne dans les années 1980 et 1990 et enfin la décision de suspendre la conscription militaire. Sur plus de 40 ans, ces mouvements vont façonner la production en sciences sociales, une production marquée à la fois par la réponse aux besoins des armées, notamment dans le cadre de la professionnalisation, par une mise en avant à la fois de la spécificité de l'institution militaire par cette dernière mais également par les chercheurs (Boëne, 1990) qui de concert avec l'institution trouvent une légitimation de leurs

³ Voir à ce propos le registre du workshop fondateur d'ERGOMAS :

<http://www.ergomas.ch/images/stories/documents/1986-1988.pdf>

⁴ Quatre à l'origine (Public Opinion ; Change of Values, Security and Individual Consciousness; Civil Rights, Political Orientation and Participation of Military Personnel; Socialisation and the Military). Les GT actuels s'intitulent : "The Military Profession" ; "Public Opinion, Mass Media and the Military"; "Morale, Cohesion and Leadership"; "Military Families" ; "Civilian Control of the Armed Forces"; "Gender and the Military"; "Warriors in Peacekeeping" ; "Military and Police Relations" ; "Violence and the Military" ; "Recruitment and Retention"; "Veterans and Society"; "Military Conflict Management and Peace Economics"; "Critical Military Studies". Présentation disponible sur <http://www.ergomas.ch/index.php/working-groups>

⁵ En effet, à partir de 1963 avec la création du Centre d'étude de sociologie militaire (CSEM) puis du Centre de sociologie de Défense nationale (CSDN) en 1969 avant sa transformation en 1990 en Centre d'études en sciences sociales de la Défense (C2SD). Ce dernier sera intégré dans l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM), fusion de plusieurs centres de recherches militaires, en 2010, qui marginalisera en son sein la sociologie du militaire.

activités de recherche en son sein mais également au sein du paysage académique français et enfin par une production essentiellement située dans les centres de recherche dépendant des institutions de la Défense. La question de l'autonomie des chercheurs et plus particulièrement des *insiders* (Weber, 2012 ; Martin, Pajon, 2015), celle de la spécificité (Bardies, 2011) traversent les questionnements somme toute classique de chercheurs confrontés à leurs pratiques (Carreiras, Castro, 2013). Cependant en dépit de ces contraintes relatives à l'environnement de travail (un système hiérarchique, à la fois objet d'étude et employeur) et à la croyance partagée en partie à la spécificité de l'objet qui est une ressource pour les chercheurs en ce domaine, des marges d'autonomie existent. A travers la mise en place en 2003 par François Gresle d'un réseau thématique (RT8) «Sociologies militaires – Sécurité, armées, société» au sein de l'Association française de sociologie (AFS⁶) et de la relance du Groupe de travail (GT05) « Forces armées et sociétés » par Claude Weber en 2005 au sein de l'Association internationale des sociologues de langue française (AISLF), ce dernier succédant à Bernard Boëne. Enfin, l'arrivée depuis les années 2000 de toute une génération de chercheurs réceptifs à l'interdisciplinarité, à l'ouverture internationale, soucieux de bâtir des ponts entre les différentes associations francophones (AFS et AISLF) et investir les associations internationales (RC01 de l'AIS, ERGOMAS, IUS) renouvelle également les approches, tente de questionner les paradigmes dominants de la recherche en ce domaine⁷. Tout en se heurtant à la rareté des postes universitaires et à la précarisation d'une grande partie des chercheurs qui se lancent dans ce champ de recherche. Ce n'est pas le moindre des paradoxes, alors que n'a jamais été aussi présente une demande sociale pour rendre le monde plus intelligible, notamment pour ce qui relève de la conflictualité, de la guerre, de la violence et de l'environnement des armées, et que la suspicion envers les sciences sociales et plus particulièrement la sociologie n'a jamais été aussi forte (Lahire, 2016). Ces contraintes participent également de la production scientifique française.

Dans ce contexte, la professionnalisation des armées françaises, décidée en 1996 a pesé sur la production scientifique qui suit. Si comme le fait remarquer Vincent Porteret, les études produites répondent à des commandes précises, l'arrêté du 21 avril 1995 portant création du C2SD garantit sinon l'indépendance des chercheurs, tout au moins le rapproche des dispositifs de commande de recherches existant dans la plupart des administrations (Porteret, 2003). Dans sa revue des études sociologiques du C2SD durant l'année 2002, l'armée comme institution, sa féminisation, la profession militaire et les relations entre les armées et la société renvoient aux principales

⁶ Dont le responsable actuel est Sébastien Jakubowski.

⁷ La création au sein d'ERGOMAS d'un groupe de travail consacré aux Etudes militaires critiques (Critical Military Studies), en septembre 2015 permettra peut-être la rencontre entre sociologie et posture critique (Martucelli, 2004).

préoccupations de ce champ disciplinaire. Près de 15 ans plus tard, ces axes de recherches sont toujours présents. L'armée comme organisation et son rapport à la société font toujours partie de l'agenda scientifique, qu'il soit commandité par l'institution ou qu'il soit à l'initiative des chercheurs. Ainsi l'ouvrage dirigé par Claude Weber portant sur *Les femmes militaires* (Weber, 2015) s'il répond initialement à la volonté du Général commandant les Ecoles de Saint-Cyr Coëtquidan d'améliorer le sort des femmes qui ont choisi la voix des armes trouve également sa traduction scientifique et fait écho à l'ouvrage remarqué de Katia Sorin sur la place des femmes dans les armées publié en 2003 (Sorin, 2003). Au sein des centres de recherche de la Défense des nouvelles perspectives de recherche ont émergé comme celle d'Elyamine Settoul dont la thèse porte sur le phénomène de l'engagement des militaires issus de l'immigration et par-delà sur la pluralité ethnoculturelle au sein des armées françaises tandis que Mathias Thura s'est attelé, à travers sa thèse à propos d'un « régiment en route pour l'Afghanistan » à une sociologie de l'action militaire et de l'anticipation du combat. Ces deux thèses, qui devraient, à court et moyen terme, être publiées ont été menées en collaboration avec l'IRSEM. Ce renouvellement, on le retrouve dans l'ouvrage novateur déjà cité de Claude Weber portant sur la socialisation des Saint-Cyriens (Weber, 2012). Inédite par son objet (une promotion de Saint-Cyriens), par le temps qui lui a été consacré (trois ans d'enquête), elle illustre les champs du possible pour une socio-ethnologie de l'intérieur ou d'*insider* et des capacités de médiation, de négociation et de mobilisation des ressources dont dispose le chercheur. La question du rapport des armées au politique ou des relations civilo-militaires sort également d'une vision occidentalocentrée pour s'intéresser à d'autres aires politiques comme l'Afrique au-delà du Sahara (Augé, Gnanguéon, 2016) ou le monde arabe et pour y questionner les cadres analytiques prédominants, notamment lors de la séquence des révolutions de 2011 (Haddad, 2016).

Dans le champ de la recherche française en sciences sociales du militaire, avec l'IRSEM, le Centre de recherches des Ecoles de Saint-Cyr Coëtquidan (CREC Saint-Cyr) participe de la production scientifique. Structuré en pôles, les axes de recherche du CREC Saint-Cyr privilégient par définition les problématiques intéressant l'armée de Terre et à Défense⁸. Dans le cadre de notre propos, nous nous attarderons sur le Pôle Action globale et forces terrestres (AGFT). Non seulement en raison de l'appartenance de l'auteur de ces lignes et de trois des contributeurs de ce numéro à ce pôle mais du fait qu'il est un des rares lieux où les sciences sociales du militaire (et particulièrement la sociologie militaire) d'une part et la pensée stratégique et les études de sécurité d'autre part se rencontrent, se confrontent, et convergent également. Si la proximité

⁸ Il s'agit des Pôles Ethique et déontologie, Défense et sécurité européennes et Action globales et forces terrestres pour la partie science sociale. Un pôle Sciences et technologie de la Défense réunit les chercheurs des sciences de l'ingénieur.

géographique des chercheurs issus de diverses disciplines et la configuration des lieux ainsi que les effectifs participent des échanges, poussent au dépassement d'une concurrence stérile entre disciplines et facilitent cette convergence, cette dernière est le fruit d'une réflexion sur les mutations de la conflictualité et des environnements dans lesquels agissent les forces armées. En d'autres termes, la mutualisation des efforts et des volontés va de pair avec la (re) connexion des approches décrites plus haut. La réflexion sur les mutations de la conflictualité et sur leurs conséquences sur l'action des armées, et particulièrement ici de l'armée de terre, part du constat que les formes de guerre sont plus que jamais variables, évolutives et incertaines, toujours renouvelées et que la finalité de l'action militaire a changé. Elle s'inscrit dans le long terme et vise dorénavant à la reconstruction politique et sociale de l'Etat. Penser la conflictualité signifie également, au-delà de l'action des forces armées, de penser à la situation d'après, à l'environnement dans ses multiples dimensions. Et donc mobiliser plusieurs types de savoirs disciplinaires et d'approches méthodologiques. Le Pôle s'intéresse également à l'environnement technologique des forces armées : l'omniprésence de l'espace numérique au sein des opérations, la robotisation en cours du champ de bataille, les prémices du soldat augmenté. La question du commandement et du leadership est également abordé. Sont ainsi questionnés dans une perspective comparatiste et internationale les déterminants et les conditions de l'efficacité dans la conduite des hommes et des femmes. Enfin, partant du constat que les conflits contemporains se caractérisent par une irrégularité croissante des opérations menées par les organisations combattantes auxquelles les forces armées régulières (européenne, américaine, arabes ou africaines) sont confrontées, le pôle s'appuie sur un programme de recherche développé depuis 2008 consacré à la guerre au sein du monde arabo-musulman⁹, le pôle AGFT développe aujourd'hui une approche qui s'efforce d'éclairer les problématiques du djihadisme, du terrorisme ou de la guerre hybride par une approche pluridisciplinaire conjuguant un ensemble étendu de sciences sociales.

Ce tour d'horizon des travaux du pôle AGFT du CREC Saint-Cyr a pour ambition de montrer que la convergence des pratiques et des approches, à un niveau modeste et local, est non seulement possible mais également souhaitable¹⁰. Cette ambition se retrouve dans les contributions de ce numéro. Une ambition plurielle qui se traduit par les ancrages disciplinaires des auteur-e-s de ce numéro, par la diversité des questionnements abordés ainsi que des terrains,

⁹ Et qui se sont traduits par deux colloques en 2009 et 2011 et par la publication de leurs actes dans la revue *Stratégique* : « Stratégies arabo-musulmanes et irrégularité », *Stratégiques*, n°103, 2013.

¹⁰ Elle est, semble-t-il, également à l'œuvre et de manière plus modeste au Centre de recherche de l'armée de l'Air, sise à Salon de Provence et notamment dans une de ses équipes « Organisations de défense et étude de sécurité ». Pour une présentation institutionnelle du CREA, voir <http://www.crea.air.defense.gouv.fr/>

puisqu'outre la France sont questionnées des réalités étatsuniennes, belges, argentines et libanaises.

Présentation du numéro

Sans prétendre à l'exhaustivité – ce qui n'aurait été ni possible ni pertinent dans l'espace qui nous est accordé – les textes réunis témoignent à la fois du dialogue et des convergences en marche évoqués précédemment mais également d'une partie des réflexions en cours dans les sciences sociales du militaire. Par ailleurs, l'appartenance des contributeurs (à l'exception d'un seul) à des centres de recherche de la Défense (en France ou à l'étranger) ou ayant bénéficié du soutien de l'institution militaire pour mener leurs travaux (notamment dans le cadre d'une thèse) illustrent le rapport – souvent fécond – entre producteurs de sciences sociales et les armées. Elle souligne également la persistante marginalisation des sciences sociales du militaire qui ne trouvent pas d'inscription pérenne et stable en dehors des institutions précitées.

La relation entre les armées et les producteurs de sciences sociales est au cœur de la contribution de Mathias Thura. Ce dernier, nous l'avons évoqué précédemment, s'interroge sur « les conditions de production des savoirs sociologiques sur les militaires et les armées, afin de mieux comprendre leurs orientations théoriques, méthodologiques et empiriques ». Pour se faire, il s'attarde sur le contexte institutionnel qui a prévalu en France de 1960 à 1990, sur les directions prises par les travaux répondant à une demande militaire en sociologie. Il en conclut à l'émergence d'une sociologie « de service », répondant donc à des commandes précises et façonnée en quelque sorte par le commanditaire (les armées) et inscrite dans un « horizon conceptuel bien délimitable ». Si comme le souligne l'auteur, cette histoire entre les armées et les *social scientists* du militaire est encore à écrire, le rôle du sociologue ne peut toutefois être réduit à celui d'un prestataire de service académique et scientifique. Les capacités de proposition, voire d'inflexion de la recherche – dans ce cadre qui est celui des armées et de la Défense – existent et dépendent en grande partie de l'action des producteurs de la recherche. La contribution de Claude Weber prolonge ainsi la réflexion précédente, y répond également, en faisant un retour réflexif sur son étude sur les Saint-Cyriens publiée en 2012. Ici l'auteur se penche sur les apports éventuels, théoriques et/ou méthodologiques de travaux menés dans le champ singulier de la sociologie militaire aux dialogues, débats et réflexions plus généraux avec d'autres champs de la sociologie. Revenant sur le piège que peut constituer le débat sur la « spécificité », il s'interroge sur les apports de la « sociologie militaire » à la sociologie en général, l'étude de la chose militaire, à l'instar de tout autre champ d'étude sociologique, participant à la production de connaissances sur l'objet étudié et contribuant tout autant aux apports et réflexions méthodologiques,

conceptuelles, paradigmatiques et théoriques de la sociologie et plus largement des sciences sociales.

Ce dialogue se retrouve dans les trois contributions suivantes, celles de Christophe Pajon, Stéphane Taillat et Didier Danet. Dans un premier temps, l'article de Christophe Pajon pose les éléments d'un dialogue entre identité(s) militaire(s) et Relations Internationales. Il s'agit à partir de l'objet « identité(s) » de se demander si l'identité militaire peut être considérée comme une forme déclinée de l'identité au sens de son emploi dans les Relations Internationales. Le dialogue amorcé ici, empirique et épistémique, entre sociologie du militaire et théorie des relations internationales souligne à sa manière que les faits internationaux sont des faits sociaux et que les relations internationales doivent être appréhendées par les sciences sociales (Devin, 2015) en dépit d'une fongibilité ou d'une transférabilité incomplète ou imparfaite d'un champ disciplinaire à un autre. La contribution de Stéphane Taillat s'intéresse à un autre dialogue, celui entre les militaires, la politique étrangère et la guerre aux Etats-Unis. L'auteur s'interroge dans un premier temps sur les sources du militarisme américain en les replaçant dans le contexte plus large de l'histoire américaine et des recherches – principalement américaines – sur la guerre et la démocratie avant d'analyser la marge de manœuvre des militaires et la relation que ceux-ci entretiennent avec la sphère politique dans les conflits contemporains et de questionner les dynamiques récentes du recours à la force dans la politique étrangère américaine. Enfin, Didier Danet revient sur la contribution des sciences de gestion à l'analyse des conflits militaires. La légitimité de ces dernières puise dans la constatation que la guerre est affaire d'organisations combattantes collectives et qu'il convient d'en tirer les conséquences et d'analyser les structures et les stratégies de ces organisations, leurs sources de financement, leur style de commandement ou leur politique de communication. En d'autres termes et en complément d'autres approches disciplinaires, les sciences de gestion invitent donc à saisir comment une organisation combattante irrégulière parvient à « atteindre des objectifs de manière efficace en combinant des ressources rares au sein de structures variées et par le truchement de structures adaptatives ».

Le troisième volet de ce numéro est constitué des trois contributions de Philippe Manigart et de Delphine Resteigne, de Sabina Frederic et Vincent Geisser. A partir des réalités militaires belge, et argentine, les auteur-e-s abordent deux dimensions particulières de la diversité interne dans les organisations militaires occidentales actuelles, à savoir la diversité de genre et ethnique.

Si dans le cas belge, ces deux types de diversité apportent une plus-value considérable pour la conduite des opérations, ils demeurent pour Philippe Manigart et Delphine Resteigne encore sous-représentés à l'heure actuelle. Dans le cas argentin, forte de son expérience de coordinatrice au sein du Conseil pour l'égalité des genres de la Défense (Gender Policy Council for the

Argentine Ministry of Defense), mis en place en 2007, Sabina Frederic montre que si la féminisation des forces armées argentines s'inscrit dans les tendances lourdes qui touchent la profession militaire (ici et ailleurs), elle s'inscrit également dans un contexte politique particulier, celui de l'Argentine d'après la dictature militaire et que la féminisation se confond non seulement, comme le titre de sa contribution l'indique, avec la redéfinition du service militaire mais surtout avec la démocratisation des armées de ce pays, l'intégration des femmes et le débat qui s'en suit agissant comme un catalyseur des nombreux changements au sein de l'institution. Vincent Geisser revient quant à lui sur les relations entre l'armée et le peuple libanais et s'interroge sur les ressorts de la popularité de l'institution militaire dans un pays où écrit-il la crise de confiance (envers les institutions publiques) est permanente. En analysant la politique de communication des Forces armées libanaises et ses impacts en termes de mobilisations sociales et de représentations véhiculées par les citoyens ordinaires, il montre comment l'institution militaire fabrique sa popularité à travers une politique symbolique active.

Pour clore ce numéro, un entretien avec le professeur Joseph Soeters, une des figures de la sociologie du militaire reviendra sur la naissance de la sociologie du militaire, son inscription plus ou moins aisée dans les champs académiques de part et d'autre de l'Atlantique, de son rôle social ainsi que des nouvelles perspectives de recherche qui s'ouvrent à elle et du dialogue fécond qu'elle entretient et doit poursuivre avec d'autres disciplines.

Bibliographie

AUGE, Axel, GNANGUENON, Amandine (dir.), « Les armées africaines et le pouvoir politique au sud du Sahara », *Les Champs de Mars*, n°28, IRSEM, 2016.

BOËNE, Bernard (dir.), *La Spécificité militaire*, Paris : Armand Colin, 1990.

BARDIÈS, Laure, « Du concept de spécificité militaire », *L'Année sociologique*, vol. 61, n° 2, 2011, pp. 273-295.

CAFORIO, Giuseppe, « Some Historical Notes », in CAFORIO, Giuseppe (ed.), *Handbook of the Sociology of the Military*, New York : Springer, 2006, pp. 7-26.

CARREIRAS, Helena, CASTRO Celso (ed.), *Qualitative Methods in Military Studies. Research Experiences and Challenges*, New York : Routledge, 2013.

DAVID, Albert, HATCHUEL Armand, LAUFER, Romain, « Sciences de gestion et sciences sociales : un déficit d'identité » in DAVID, Albert, HATCHUEL Armand, LAUFER, Romain, *Les nouvelles fondations des sciences de gestion*, Paris : Presses des Mines, 2012, pp. 13-19.

DEVIN, Guillaume (dir.), *10 concepts sociologiques en relations internationales*, Paris : CNRS Editions, collection Biblis, 2015.

HADDAD, Saïd (dir.), *Les armées dans les révolutions arabes : Positions et rôles. Perspectives théoriques et études de cas*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2016.

JEANGENE VILMER, Jean-Baptiste, *La guerre au nom de l'humanité. Tuer ou laisser mourir*, Presses Universitaires de France, 2012.

LAHIRE, Bernard, *Pour la sociologie. Et pour en finir avec une prétendue « culture de l'excuse »*, Paris : La Découverte, 2016.

MARTIN, Clément, PAJON, Christophe, « La sociologie militaire par les personnels de la Défense : une sociologie d'insiders ? » in PAYA Y PASTOR, Alicia, LAFAYE, Christophe, THURA Mathias (coord.), « La pratique des sciences sociales en milieu militaire : une opération spéciale ? », *Les Champs de Mars*, n°27, 2015, pp. 23-29.

MARTUCELLI, Danilo, « Sociologie et posture critique » in LAHIRE, Bernard (dir.), *A quoi sert la sociologie ?*, Paris : La Découverte, pp. 137-154.

PAYA Y PASTOR, Alicia, DJEBBI, Sihem, « Vers la structuration d'un champ de la sociologie militaire. Débats théoriques, méthodologiques et stratégiques », *La Lettre de l'IRSEM*, n°9, 2012, URL : <http://www.defense.gouv.fr/irsem/publications/lettre-de-l-irsem/les-lettres-de-l-irsem-2012-2013/2012-lettre-de-l-irsem/lettre-de-l-irsem-n-9-2012/releve-strategique/vers-la-structuration-d-un-champ-de-la-sociologie-militaire.-debats-theoriques-methodologiques-et-strategiques>

PAYA Y PASTOR, Alicia, LAFAYE, Christophe, THURA Mathias (coord.), « La pratique des sciences sociales en milieu militaire : une opération spéciale ? », *Les Champs de Mars*, n°27, 2015.

PORTERET, Vincent, « A la recherche du nouveau visage des armées et des militaires français : les études sociologiques du Centre d'études en sciences sociales de la Défense », *Revue française de sociologie*, 44-4, 2003, pp 799-822.

SORIN, Katia, *Femmes en armes, une place introuvable ? Le cas de la féminisation de l'armée française*, Paris : L'Harmattan, 2003.

WEBER, Claude, *A genou les hommes, debout les officiers. La socialisation des Saint-Cyriens*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2012 et particulièrement le chapitre consacré à la posture du chercheur (pp. 31-42).

WEBER, Claude (dir.), *Les femmes militaires*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2015.